



## Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Planification et aménagement durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Alex LARUE, Eric PASTOR, Eric PETIT.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Parc de la Mogère à Montpellier - Enfouissement des lignes à haute tension à Montpellier - Parc d'activités de la Lauze Est à Saint Jean de Vedas - Déplacement des lignes à haute tension à Baillargues - Demandes de subventions 1% paysage - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Dans le cadre du déplacement de l'A9, des actions de valorisation du paysage portées par les territoires doivent être financées par ASF (Autoroutes de Sud de la France), au titre du « 1% paysage », en application de l'instruction gouvernementale du 29 juillet 2016 relative à la politique du « 1% paysage, développement et cadre de vie » sur le réseau routier, instruction qui abroge et remplace la circulaire du 31 mars 2005. Une enveloppe de 6,5 M€ est réservée pour les territoires de Montpellier Méditerranée Métropole et du Pays de l'Or.

Il s'agit de financer des actions de valorisation des paysages des secteurs traversés par le projet d'infrastructure routière, qu'ils soient remarquables ou ordinaires, dans un objectif de développement économique et touristique.

Un dossier d'axe regroupant l'ensemble des actions présentées a reçu un avis favorable du comité national de gestion de cette politique en février 2018.

Pour le territoire de la Métropole, ont été retenus les actions et les montants suivants :

- Traitement paysager du Parc d'activités de la Lauze Est (Saint Jean de Védas), montant éligible 290 000 euros, subvention éligible 72 500 euros.

Sur 32,9 ha, situés dans le prolongement du parc existant (Dassault et Lauze) en entrée Sud-ouest de la Métropole, ce parc d'activités économiques (activités productives, petite et grande logistique...) bénéficiera d'une situation privilégiée puisqu'il se situe le long de grandes infrastructures (autoroutes A9 et A709 mais aussi R612). Il s'agit de traiter la structure paysagère et les façades de ce parc d'activités afin de réaliser une insertion paysagère et environnementale de qualité.

Aussi, les principaux éléments paysagers seront préservés/renforcés (plantations d'alignement, boisements bordant le parc de l'ancien château, large trame paysagère accompagnant le cours d'eau de la Capoulière).

Des plantations d'alignement viendront accompagner les espaces publics et une attention particulière portera sur l'ordonnancement du bâti vis-à-vis des espaces publics internes et externes à la ZAC.

- Aménagement du parc de la Mogère, montant éligible 6 059 000 euros, subvention éligible 2 120 650 euros.

Le Parc de la Mogère, d'une surface de 30 Ha, constitue la colonne vertébrale du projet urbain inscrit au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) comme l'un des sites stratégiques de la Métropole. Le projet urbain s'inscrit en effet dans la logique de développement de Montpellier à la Mer en intégrant une réflexion sur un macro-territoire Odysseum – Mogère – Ode à la Mer.

Elément structurant de la ZAC 1 Cambacérès, ce parc vise à la fois à intégrer les volumes de rétention hydrauliques nécessaires au futur quartier, à offrir un espace paysager et récréatif d'envergure métropolitaine, à constituer un écrin de verdure valorisant autour du château de la Mogère, classé Monument historique, incluant la requalification du patrimoine arboré et des alignements d'arbres historiques. Il offre aussi une transition qualitative avec le grand paysage des coteaux de la Méjanelle et un espace de circulation douce. Il permet enfin de valoriser le paysage perçu depuis les grands axes de traversée de la Métropole que sont l'A750 et l'A9, contribuant à véhiculer une image attrayante.

La réalisation de cet aménagement est programmée d'ici 2021 pour la première tranche incluant le traitement des bassins 2, 4 et 5, de la prairie Sud et de la rue de Vauguières, puis de 2029 à 2031 pour la seconde, incluant le traitement du bassin 5, de la prairie Est et des bassins existants 1, 2 et 3. Il sera réalisé par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre de la concession d'aménagement contracté par délibération du 24 septembre 2013.

Cette subvention permettra de réduire d'autant la participation d'équilibre à l'aménageur prévue par la Métropole dans le cadre de la concession d'aménagement.

Traitement des lignes à haute tension :

- enfouissement Ecocité (Port Marianne) : montant 6 077 000 euros,
- déplacement des lignes à haute tension au nord de Baillargues : montant 2 700 000 euros,
- subvention éligible : 1 823 100 euros.

L'enfouissement des lignes à haute tension sur le secteur de Port Marianne fait partie d'un projet d'envergure de plus de 18 Millions d'euros qui porte sur un vaste secteur au Sud de Castelnau-le-Lez sur l'Est de Montpellier. Il a fait l'objet d'une délibération d'engagement du Conseil de Métropole en date du 23 avril 2018, l'engagement de l'opération ayant été autorisé par les services de l'Etat. Par cette délibération n° M2018-146, le Conseil a approuvé une demande de subvention 1% paysage.

Le déplacement des lignes à haute tension au nord de Baillargues vise à valoriser la porte urbaine Est de la Métropole en requalifiant le front urbain de Baillargues avec l'A9. Il s'agit de déplacer deux lignes à haute tension permettant de reconstituer un front urbain qualitatif et de valoriser l'espace paysager. Cette action est portée par la commune de Baillargues.

La présente délibération vise à autoriser le dépôt de demandes de subventions pour l'ensemble de ces actions. Chaque demande inclut un mémoire technique et les données financières. Ces dossiers seront instruits par la DREAL puis feront l'objet d'une convention de financement tripartite entre le demandeur, ASF et l'Etat.

A la demande de l'Etat, l'ensemble des demandes de subvention ainsi que la convention avec l'Etat et ASF seront portées par la Métropole pour l'ensemble des lignes de financement, à charge pour la Métropole de reverser sa part à la commune de Baillargues.

Si le déplacement des lignes à haute tension de Baillargues ne pouvait pas être réalisé dans des délais compatibles avec l'obtention de la subvention, celle attribuée à l'enfouissement sur Port Marianne sera portée à 1 823 100 euros, les deux opérations étant fongibles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le dépôt d'une demande de subvention de 72 500 euros pour réaliser le traitement paysager de la ZAC Lauze Est à Saint Jean de Vedas,
- autoriser le dépôt d'une demande de subvention de 2 120 650 euros pour la création du Parc de la Mogère à Montpellier,
- autoriser le dépôt d'une demande de subvention de 1 823 100 euros pour l'enfouissement des lignes à haute tension sur Port Marianne, dont 547 000 euros affectables à l'enfouissement des lignes sur Baillargues si cette dernière opération peut être menée dans des délais compatibles avec l'obtention de la subvention et modifier en conséquence la délibération n°M2018-146,
- dire que ces recettes seront inscrites au budget de la Métropole chapitre 905 pour la création du Parc de la Mogère et 906 pour les autres,
- autoriser le reversement à la commune de Baillargues de la subvention obtenue au titre du déplacement des lignes à haute tension sur le nord de Baillargues.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Aline DESTAILLATS, M. Jean-Luc MEISSONNIER.

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 26 octobre 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20181018-40139-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 25/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.